

# NOTE DE SERVICE

N° 98-113-M21 du 11 août 1998

NOR : BUD R 98 00113 N

Texte publié au BOCP

## NOTIFICATION D'UNE LETTRE DÉPERSONNALISÉE

### ANALYSE

Créance restant à recouvrer au titre des déductions opérées en vertu  
de l'article R 174-1-9 du code de la sécurité sociale

Date d'application : 11/08/1998

### MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS LOCAUX ; ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE SANTÉ ;  
DOTATION GLOBALE DES HÔPITAUX ; ORGANISME DE SÉCURITÉ SOCIALE ; RESTE À RECOUVRER

### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGF	TPGR	TPG	TGAP	RF	T	DOM						

### DIFFUSION

GT 94

*DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*Sous-direction D - Bureau D2*

**DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE**  
**BUREAU D2**  
139, rue de Bercy  
TÉLÉDOC : **685**  
75572 PARIS CEDEX 12

PARIS, LE 10 JUILLET 1998

**N° : 46329**

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

À

MONSIEUR LE TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL

Affaire suivie par

Tél :

SERVICE CEPL

Fax : **01 53 18 36 68**

**OBJET** : Créance dite de « l'article 58 ».

**RÉFÉRENCE** : Votre lettre n°.

Par lettre citée en référence, vous vous interrogez sur les restes à recouvrer au titre de la dotation globale correspondant aux créances dites de « l'article 58 ».

L'article R 174-1-9 du code de la sécurité sociale dispose que les règlements effectués par les organismes d'assurance maladie, en vertu du mode de tarification en vigueur antérieurement audit article (facturation individuelle selon le prix de journée), viennent en déduction des versements mensuels de la dotation globale dès lors qu'ils sont intervenus postérieurement à l'instauration de la dotation globale.

Cette règle avait pour but d'éviter que l'assurance maladie n'eût en charge, lors de la première année d'application du nouveau mode de tarification et de financement des établissements publics de santé, d'une part, douze mois de dotation globale et, d'autre part, les sommes restant dues au titre du mode de tarification antérieur, en raison de l'importance des montants concernés.

Elle conduit toutefois à amputer le règlement de la dotation globale d'un montant correspondant aux sommes versées par les régimes obligatoires d'assurance maladie en l'acquit de dettes antérieures à l'application du budget global, et donc à comptabiliser des restes à recouvrer au titre de la dotation globale. Cette créance, dite de l'article 58 du décret du 11 août 1983, « reconduite » d'année en année, faute de pouvoir être réglée par les régimes de l'assurance maladie, mais non contestée par ces derniers, est donc une véritable créance. En vertu du principe de sincérité des comptes, elle doit être maintenue au bilan.

Par ailleurs, l'instruction n° 96-006-M21 du 16 janvier 1996 prévoit la procédure suivante pour tous les comptables d'établissements publics de santé dont la comptabilité retrace une créance au titre de l'article 58 du décret du 11 août 1983 (décret abrogé dont la disposition a été reprise à l'article R 174-3-9 du code de la sécurité sociale) :

Au dernier jour de l'exercice N, le solde du sous-compte 4112 « caisse pivot (dotation globale) - exercice courant » comporte un montant qui représente :

- la deuxième et la troisième fraction de la mensualité de décembre de la dotation globale;
- la créance au titre de l'article 58 : cette somme est identique d'année en année depuis sa constatation dans les comptes.

En date du 1er janvier N+1, les comptables devront reprendre en balance d'entrée le solde du compte 4112 en répartissant ces deux montants dans deux sous-comptes créés à cet effet et qui sont les suivants :

- 41221 « caisse pivot - montants restant à recouvrer au titre de la deuxième et troisième fraction de la mensualité de décembre » ;
- 41222 « caisse pivot - créance restant à recouvrer au titre des déductions opérées en vertu de l'article R 174-1-9 du code de la sécurité sociale »

Conformément à la réglementation, les sous-comptes 41221 et 41222 seront soldés par les premiers versements mensuels de dotation globale encaissés au début de l'exercice N+1.

Cette procédure comptable doit être respectée. La créance dite de « l'article 58 » ne doit pas être apurée par une admission en non valeur ou isolée définitivement à un compte de tiers. En effet, l'admission en non valeur n'est pas concevable pour un débiteur public. L'isolement à un compte de tiers obligerait les comptables concernés à effectuer tous les rappels nécessaires pour éviter que les dispositions prévues pour la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968, relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, ne lui soient opposées, conformément à la réglementation en vigueur (cf. instruction 88-1-AM du 7 janvier 1988 et instruction codificatrice n° 92-77 MO du 29 juin 1992 relative au recouvrement des recettes des collectivités territoriales et établissements publics locaux).

## LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

Jean-BAPTISTE GILLET